



## Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des  
révolutions du XIXe siècle

37 | 2008

L'ère victorienne revisitée

---

# *Industrialisation et libéralisme au XIX<sup>e</sup> siècle : nouvelles approches de l'histoire économique britannique*

*Industrialisation and liberalism in the nineteenth century: new directions in  
British economic history*

Julien Vincent

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3514>

DOI : 10.4000/rh19.3514

ISSN : 1777-5329

### Éditeur

La Société de 1848

### Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2008

Pagination : 87-110

ISSN : 1265-1354

### Référence électronique

Julien Vincent, « *Industrialisation et libéralisme au XIX<sup>e</sup> siècle : nouvelles approches de l'histoire économique britannique* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 37 | 2008, mis en ligne le 01 décembre 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3514> ; DOI : 10.4000/rh19.3514

---

Tous droits réservés

JULIEN VINCENT

*Industrialisation et libéralisme au XIX<sup>e</sup> siècle :  
nouvelles approches de l'histoire économique  
britannique*<sup>1</sup>

Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on a coutume d'opposer deux écoles rivales d'histoire économique en Grande-Bretagne. La première, « orthodoxe » et libérale, privilégierait ses liens avec la théorie économique dominante à partir d'une vision optimiste de l'industrialisation et du modèle social libéral mis en place à l'époque victorienne. Revendiquant Alfred Marshall et John Clapham comme pères fondateurs, elle aurait triomphé institutionnellement par rapport à la seconde école, « hétérodoxe », inspirée par la sociologie et par l'anthropologie, qui serait restée marginale<sup>2</sup>. Cette dernière, développée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle sous l'influence de Friedrich List, John Ruskin et Arnold Toynbee, trouverait un prolongement au XX<sup>e</sup> siècle dans les travaux de Barbara et John L. Hammond, Karl Polanyi et Edward P. Thompson, qui mettent l'accent sur les conséquences sociales et culturelles catastrophiques de la révolution industrielle, sur la transformation du travailleur anglais en *homo œconomicus* et sur la réduction des relations sociales au simple lien d'argent (*cash nexus*).

Cette présentation a le mérite de mettre en valeur la contribution d'une discipline née à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'histoire économique, à un conflit culturel de plus vaste envergure. Car la trajectoire historique britannique au XIX<sup>e</sup> siècle ne se résume pas à une querelle insulaire sur les « valeurs victorienne »<sup>3</sup>. Elle joue le rôle, dans les sciences sociales comme dans nos imaginaires, de laboratoire de la modernité industrielle et libérale. En affirmant en 1944, dans son ouvrage classique *La grande transformation*, que « le XIX<sup>e</sup> siècle fut le siècle de l'Angleterre », Polanyi énonçait donc un présupposé que partagent encore largement les spécialistes de l'économie des années 1780-

---

1. Ce travail a bénéficié des commentaires de Thierry Aprile, Fabrice Bensimon, François Jarrige, Fabrice Flipo, Philippe Minard et Frank Trentmann. Merci à tous.

2. Sur l'école « hétérodoxe », voir Alon Kadish, *Historians, Economists, and Economic History*, Londres, Routledge, 1989 ; Gerard M. Koot, *English Historical Economics, 1870-1926. The Rise of Economic History and Neomercantilism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

3. Sur ce débat qui dépasse largement la sphère universitaire, voir T. Christopher Smout dans *Proceedings of the British Academy*, volume 78, 1992 sur le thème « Victorian Values ».

1914<sup>4</sup>. Mais la vision commode d'une bataille rangée en deux camps opposés semble peu adaptée pour décrire les débats historiographiques des dernières années. Il paraît difficile, aujourd'hui, de dessiner une frontière intellectuelle entre « orthodoxes » portés vers la théorie économique et « hétérodoxes » tournés vers les autres sciences humaines. La dernière édition de la *Cambridge Economic History of Modern Britain* (2004), autrefois vitrine éditoriale du rapprochement entre l'histoire économique et la théorie néoclassique, en offre une illustration<sup>5</sup>. L'ouverture plus grande à l'histoire sociale, politique et culturelle, par rapport aux précédentes éditions, y reflète plutôt l'influence de théories économiques qui, à l'image du néo-institutionnalisme ou de la théorie des jeux, insistent sur l'insertion du marché dans des institutions et des normes, tentent d'évaluer le rôle de la « confiance », sont soucieuses de prendre en compte les « externalités » environnementales ou sociales, ou revisitent la logique des décisions économiques à la lumière de modèles de rationalité dans lesquels l'information est imparfaite et les croyances des agents économiques sont des enjeux de luttes<sup>6</sup>.

La difficulté à tracer des frontières nettes entre des grandes interprétations rivales ne reflète pourtant pas l'apaisement de la vieille bataille culturelle sur l'identité industrielle et libérale de l'Angleterre, qui, au contraire, a pris un tour nouveau. En effet, à la suite des réformes libérales de Margaret Thatcher dans les années 1980, le poids de l'industrie s'est réduit au profit des services et le pays a renoué avec des taux de croissance élevés ; l'idée reçue, selon laquelle la Grande-Bretagne était un vieux pays industriel en déclin continu depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, a ainsi été remise en cause. Ces nouveaux débats historiographiques ne se résument pas à un déplacement de la thématique

4. Karl Polanyi, *The Great Transformation. The Political and Economic Origins of Our Time*, New York, Toronto, Farrar & Rinehart, 1944, traduction française *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983, p. 54-55.

5. Roderick Floud et D.N. MacCloskey (eds.), *Economic History of Britain since 1700*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 (1<sup>re</sup> édition 1981), 2 volumes ; Roderick Floud et Paul Johnson (eds.), *Cambridge Economic History of Modern Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 3 volumes. Voir également la synthèse en deux volumes de Martin Daunt, *Progress and Poverty: An Economic and Social History of Britain 1700-1850*, Oxford, Oxford University Press, 1995 et *Wealth and Welfare: An Economic and Social History of Britain 1851-1951*, Oxford, Oxford University Press, 2007, ainsi que Martin Daunt, "Society and Economic Life" dans Colin Matthew (ed.), *Short History of the British Isles: The Nineteenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 40-82.

6. Philippe Steiner, *La sociologie économique*, « Repères », Paris, La Découverte, 1999 ; Alessandro Stanziani, « Information, institutions et temporalité. Quelques remarques critiques sur l'usage de la nouvelle économie de l'information en histoire », *Revue de Synthèse*, 4<sup>e</sup> série, CXXI, 1-2 (2000), p. 117-155 ; Nicolas Postel, *Les règles dans la pensée économique contemporaine*, Paris, CNRS éditions, 2003 ; Dominique Margairaz et Philippe Minard, « Le marché dans son histoire », *Revue de Synthèse*, 5<sup>e</sup> série, CXXVII, 2 (2006), p. 241-252. En anglais, voir Oliver E. Williamson et Scott E. Masten, *The Economics of Transaction Costs*, Cheltenham, Edward Elgar, 1999 (une réédition de textes fondateurs) ; Oliver E. Williamson, *Economic Institutions of Capitalism*, New York, Free Press, 1985, traduction française *Les institutions de l'économie*, Paris, InterÉditions, 1994 ; Douglass C. North, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 ; Paul J. DiMaggio et Walter W. Powell, *The New Institutionalism in Organizational Analysis*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991. Notons que le terme « externalité », s'il témoigne d'une volonté d'élargir le nombre des phénomènes pris en compte par la théorie économique, demeure problématique en histoire où les externalités n'ont rien d'externe.

des « classes sociales » vers celle des rapports de genre ou des relations entre la métropole et son empire, même si, comme on le verra, une telle évolution a marqué l'histoire économique comme les autres domaines de l'historiographie. C'est plus directement le modèle économique de la Grande-Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle que les historiens se sont appliqués à redéfinir au cours des deux ou trois dernières décennies.

Nous présenterons ces nouvelles approches de l'histoire économique à travers l'analyse de deux débats particuliers : sur la notion de « révolution industrielle » et sur l'essor du libéralisme économique. En premier lieu, le concept de révolution industrielle, contesté à partir des années 1980, a été revisité de manière à mieux tenir compte de l'environnement culturel et juridique des acteurs économiques. En second lieu, les travaux récents sur le libéralisme économique, conçu à la fois comme culture et comme ensemble de pratiques, ont permis de mieux tenir compte des représentations des acteurs, trait d'union indispensable entre l'État, le marché et la société civile. S'il est encore possible, au terme de cette relecture, de décrire l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle comme le pays de la révolution industrielle et du libéralisme économique, c'est au prix d'une redéfinition importante de ces deux notions.

## LE PAYS DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

Dès leur origine, les débats sur la « révolution industrielle » opposent une école d'optimistes (généralement recrutés chez les « orthodoxes ») qui y voient un processus cyclique et une source d'enrichissement collectif, et une école de pessimistes (plutôt « hétérodoxes ») qui insistent sur son caractère brutal et sur l'augmentation des inégalités. Malgré leurs différences, les deux écoles s'accordent au moins sur l'idée d'un « décollage » de la croissance entre 1760 et 1840<sup>7</sup>. Mais à partir des années 1980 cette idée est remise en cause dans un contexte où les historiens prônent une réflexivité critique à l'égard de leurs propres concepts<sup>8</sup>. La voie est alors ouverte pour une relecture de cette période.

### *La « révolution industrielle » à l'épreuve*

Dès les années 1970 plusieurs travaux avaient peint le tableau d'une économie « proto-industrielle » antérieure à la fabrique<sup>9</sup>, relativisé l'impact

7. Walt Whitman Rostow, *The Process of Economic Growth*, Oxford, Clarendon Press, 1960 (1<sup>re</sup> édition 1953) ; Phyllis Deane et W. A. Cole, *British Economic Growth, 1688-1959*, Cambridge, Cambridge University Press, 1962.

8. Patrick Verley, *La révolution industrielle*, Paris, Gallimard, 1997, p. 13-121.

9. Franklin F. Mendels, "Proto-Industrialisation: The First Phase of the Industrialisation Process", *Journal of Economic History*, XXXII, 1 (1972), p. 241-261 ; Pat Hudson, "Proto-industrialisation: The case of the West Riding Wool Industry in the Eighteenth and Early Nineteenth Centuries", *History Workshop Journal*, n° 12, 1981 et *The Genesis of the West Riding Wool Textile Industry, 1750-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986 ; Adrian Randall, *Before the Luddites. Custom, Community and*

du machinisme en insistant sur la place longtemps dominante du travail manuel même après l'essor des grandes usines<sup>10</sup>, ou souligné la diversité des voies possibles de l'industrialisation<sup>11</sup>. À partir des années 1980 les cliométriciens viennent confirmer ces recherches. Les chiffres publiés par Nicholas F.R. Crafts et C. Knick Harley démontrent que, si l'économie de la période 1780-1840 connaît des changements structurels importants, la croissance annuelle y reste limitée de 1 à 3,5 % du PNB environ<sup>12</sup>. La convergence apparente entre des historiens utilisant des méthodologies différentes est si frappante qu'il devient possible de parler, à propos de la notion de révolution industrielle, d'une « entité fictive » ou d'un terme « inapproprié »<sup>13</sup>.

Derrière ces réévaluations, c'est le récit traditionnel de la révolution industrielle qui est remis en cause. La marginalisation du concept de classe est un aspect bien connu de cette révision d'ensemble impulsée par le « tournant linguistique »<sup>14</sup>. L'idée qu'il existerait une *working class* distincte reste en effet très périphérique dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>15</sup>. Inversement, c'est dans le discours politique plutôt que dans la pratique que la *middle class* est présente en Grande-Bretagne à partir des années 1830<sup>16</sup>. Ce souci de déconstruire les catégories constitutives de l'ancienne histoire sociale afin de mettre au centre des préoccupations historiennes les représentations des acteurs trouve ses équivalents en histoire économique<sup>17</sup>. Les réflexions récentes sur

---

*Machinery in the English Woollen Industry, 1776-1809*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991 ; les limites du modèle de Mendels à propos du cas anglais ont été soulignées par Donald C. Coleman, "Proto-Industrialisation: A Concept Too Many", *Economic History Review*, XXXVI, 3 (1983), p. 435-448.

10. Raphael Samuel, "Workshop of the World: Steam Power and Hand Technology in Mid-Victorian Britain", *History Workshop*, II, 3 (1977), p. 6-72.

11. Jonathan Zeitlin, « Les voies multiples de l'industrialisation », *Le Mouvement Social*, n° 133, octobre-décembre 1985, p. 25-33 ; Charles F. Sabel et Jonathan Zeitlin (eds.), *World of Possibilities: Flexibility and Mass Production in Western Industrialisation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

12. Nicholas F. R. Crafts, *British Economic Growth During the Industrial Revolution*, Oxford, Clarendon Press, 1985 ; Nicholas F. R. Crafts et C. Knick Harley, "Output Growth and the British Industrial Revolution", *Economic History Review* XLV, 4 (1992), p. 702-730 ; C. Knick Harley, "Review of Phyllis Deane and W. A. Cole, *British Economic Growth, 1688-1959: Trends and Structure*", EH.Net Reviews, 2001, <http://eh.net/bookreviews/library/harley> (dernière consultation 5 septembre 2007).

13. Jonathan C. D. Clark, *English Society, 1688-1832*, Cambridge, 1985, cité dans Martin Daunton, *Progress and Poverty...*, ouv. cité, p. 127 ; Rondo Cameron, "The Industrial Revolution: A Misnomer", *The History Teacher*, XV, 3 (1982), p. 377-384.

14. Gareth Stedman Jones, « De l'histoire sociale au tournant linguistique et au-delà. Où va l'historiographie britannique ? », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, n° 33, 2006/2, p. 143-166.

15. Gareth Stedman Jones, *Languages of Class: Studies in English Working Class History, 1832-1982*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, en particulier "Rethinking Chartism", traduction française « Repenser le Chartisme », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 54-1, 2007/1, p. 7-68 ; Patrick Joyce, *Visions of the People: Industrial England and the Question of Class 1848-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

16. Dror Wahrman, *Imagining the Middle Class: The Political Representation of Class in Britain, c. 1780-1840*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

17. Patrick K. O'Brien et Donald Winch (eds.), *The Political Economy of British Historical Experience 1688-1914*, Oxford, Oxford University Press, 2002 ; Giorgio Riello et Patrick K. O'Brien, "Reconstructing the Industrial Revolution: Analyses, Perceptions and Conceptions of Britain's Precocious Transition to Europe's First Industrial Society", London School of Economics Working Paper n° 84/04, mai 2004, <http://www.lse.ac.uk/collections/economicHistory/pdf/WP8404.pdf> (dernière consultation 9 septembre 2007).

la notion même de « révolution industrielle » en sont un aspect révélateur. Construction à la fois tardive et étrangère, elle ne se banalise qu'à partir des années 1840 chez les observateurs continentaux de la Grande-Bretagne, et ne traverse la Manche que dans les années 1880<sup>18</sup>. Constamment remise en cause, elle n'est que l'assemblage toujours instable de phénomènes regroupés différemment en fonction des contextes et, au cours de son histoire, elle fut toujours concurrencée par d'autres manières de rendre intelligibles les mêmes phénomènes. Ainsi c'est pour des raisons d'abord politiques que les nouvelles formes de la pauvreté, au cours des années 1790-1850, sont interprétées de façon différente des deux côtés de la Manche<sup>19</sup>. De même on n'attendit pas que le terme *Industrial Revolution* fût introduit dans le vocabulaire anglais pour mettre en valeur le rôle des inventeurs et de la machine à vapeur en Angleterre ou leur impact sur les marchés<sup>20</sup>.

Cette remise en cause réflexive a ouvert la porte à une reconceptualisation de la période. Anthony Wrigley conteste ainsi l'idée d'une mécanisation précoce et souligne la spécificité d'une économie encore « organique » jusque vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans une telle économie où l'énergie, les matières premières et les outils sont issus de la matière végétale ou animale, les gains de productivité sont soumis à des obstacles écologiques (selon le modèle de Thomas Malthus) et ne peuvent découler que d'une meilleure division du travail et d'un développement commercial (en conformité avec les idées d'Adam Smith). Contrairement à cette économie qui repose sur des *flux* de matière organique, l'économie minérale de la machine à vapeur ou du moteur à explosion est fondée sur l'exploitation de *stocks* de houille, de minerais de fer ou de pétrole. Si cette dernière commence à prendre forme dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, elle ne se développe que très lentement. Même dans le textile, la mécanisation reste limitée jusque dans les années 1840, époque où les trois quarts de la production industrielle continuent de se faire dans de petits ateliers ou dans un cadre domestique<sup>21</sup>. La croissance reste contenue à l'intérieur de limites intrinsèques à l'économie organique, limites qui ne disparaissent qu'à partir du deuxième tiers du dix-neuvième siècle, voire au-

18. Gareth Stedman Jones, "National Bankruptcy and Social Revolution: European Observers on Britain, 1813-1844", dans Patrick K. O'Brien et Donald Winch (eds.), *The Political Economy...*, ouv. cité, p. 61-92; Julien Vincent, « Cycle ou Catastrophe? Perspectives critiques sur "l'invention de la révolution Industrielle" en Grande-Bretagne, 1884-1914 » dans Jean-Philippe Genet [dir.], *Les idées traversent-elles la Manche ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2007, p. 235-268.

19. Gareth Stedman Jones, *An End to Poverty? A Historical Debate*, New York, Columbia University Press, 2004, traduction française *La fin de la pauvreté? Un débat historique*, « Chercheurs d'ère », Alfortville, Éditions Ère, 2007.

20. Maxine Berg and Kristine Bruland (eds.), *Technological Revolutions in Europe: Historical Perspectives*, Cheltenham, Edward Elgar, 1998; Christine McLeod, *Heroes of Invention: Technology, Liberalism and British Identity, 1750-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

21. V.A.C. Gatrell, "Labour, Power and the Size of Firms in Lancashire Cotton in the Second Quarter of the Nineteenth Century", *Economic History Review*, XXX, 1 (1977), p. 95-139; Raphael Samuel, "Workshop of the World...", art. cité.

delà, à l'époque du pétrole, des plastiques et des colorants synthétiques issus de la deuxième révolution industrielle<sup>22</sup>.

De telles critiques sont-elles suffisantes pour abandonner l'idée même d'une révolution industrielle? Rien n'est moins sûr. En premier lieu, une opposition trop marquée entre un secteur organique et traditionnel demeuré dominant et un secteur minéral et moderne tardant à s'affirmer est en partie artificielle car les deux secteurs étaient intimement liés et se renforçaient mutuellement au plan technique comme au plan de la main d'œuvre, notamment du fait de la sous-traitance<sup>23</sup>. En second lieu les indicateurs nationaux, toujours imparfaits, ne reflètent pas l'importance des disparités régionales. Or c'est au sein des localités qu'explorent les conflits ou que se construit la conscience d'un intérêt commun<sup>24</sup>. Malgré les limites structurelles de la croissance, ce sont elles qui assurent l'optimisation d'un modèle de croissance à la Adam Smith dont les racines sont nettement antérieures à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Outre une efficacité croissante des transports, notamment par canaux, et un système de crédit plus efficace que chez ses voisins, la Grande-Bretagne profite d'une agriculture depuis longtemps plus productive et qui libère de nombreux bras pour l'industrie textile<sup>25</sup>. Enfin, les historiens ont réévalué l'importance de la demande par rapport à l'offre et à la capacité productive et ont souligné l'impact culturel de l'empire colonial qui aiguise le désir de consommer dans un contexte de monétarisation de l'économie<sup>26</sup>.

Au total, émerge un tableau de la révolution industrielle dans lequel celle-ci, plutôt qu'une rupture brutale, apparaît comme l'apogée d'un modèle mis en place au XVIII<sup>e</sup> siècle et fondé sur l'extension des marchés et la division du travail<sup>27</sup>. La véritable discontinuité avec la période précédente n'est pas dans le système productif, mais dans l'essor démographique et l'urbanisation. La population anglaise double en cinquante ans pour atteindre

22. Edward Anthony Wrigley, *Continuity, Chance and Change: The Character of the Industrial Revolution in England*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

23. Maxine Berg et Pat Hudson, "Rehabilitating the Industrial Revolution", *Economic History Review*, XLV, 1 (1992), p. 30-32.

24. *Idem*, p. 38-39; Sidney Pollard, *Peaceful Conquest: The Industrialisation of Europe*, Oxford, Oxford University Press, 1995 (1<sup>re</sup> édition 1982); Pat Hudson (ed.), *Regions and Industries: A Perspective on the Industrial Revolution in Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989; Andrew Charlesworth et al., *An Atlas of Industrial Protest in Britain, 1750-1990*, Londres, Macmillan, 1996; Richard H. Trainor, *Black Country Elites: The Exercise of Authority in an Industrialised Area, 1830-1900*, Oxford, Clarendon Press, 1993; Christopher Whatley, *The Industrial Revolution in Scotland*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997; Robin Pearson et David Richardson, "Business Networking in the Industrial Revolution", *Economic History Review*, LIV, 4 (2001), p. 657-679.

25. Gordon E. Mingay (ed.), *The Agrarian History of England and Wales. Volume VI: 1750-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989; Gregory Clark, "Agriculture and the Industrial Revolution: 1700-1850" dans Joel Mokyr (ed.), *The British Industrial Revolution: An Economic Perspective*, Oxford and Boulder (Colorado), Westview Press, 1993, p. 227-266.

26. John Brewer et Roy Porter (eds.), *Consumption and the World of Goods in the Seventeenth and Eighteenth Centuries*, Londres, Routledge, 1995; Maxine Berg et Helen Clifford, *Consumers and Luxury in Europe, 1650-1850*, Manchester, Manchester University Press, 1999.

27. Patrick Verley, *L'échelle du monde. Essai sur l'industrialisation de l'occident*, Paris, Gallimard, 1997.

17 millions d'habitants en 1851, dont la moitié vit dans des villes. Aussi la question importante n'est peut-être pas tant de comprendre *pourquoi* l'Angleterre connut une révolution industrielle, mais *comment* elle réussit à traverser un tel cataclysme démographique <sup>28</sup>.

### *Nouvelles approches du « niveau de vie »*

Contre l'image trop simple d'une dislocation de la société sous l'influence de l'industrialisation, c'est plutôt l'encastrement des processus économiques dans les institutions et les normes sociales qui a été souligné au cours des dernières années. Plusieurs travaux ont convergé en ce sens pour renouveler le questionnaire jadis établi par les historiens du « niveau de vie » (*standard of living*) des classes populaires au début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>29</sup>. Refusant d'opposer approches quantitatives et qualitatives, les nouveaux travaux soulignent l'importance de la « révolution industrielle » et consommatrice, de la nouvelle organisation du travail au sein de la cellule familiale, ou encore de l'impact des pollutions sur l'environnement.

On savait déjà qu'il est important de ne pas uniformiser les situations en distinguant plusieurs profils types de consommateurs, et de ne pas surestimer l'impact de la baisse des prix du textile dans la mesure où une grande partie est vouée à l'exportation. À partir de ces réflexions, Charles Feinstein montre que les revenus réels stagnent jusque dans les années 1830 puis connaissent une croissance fragile avant de se consolider dans les années 1840 et de connaître une accélération dans la deuxième moitié du siècle<sup>30</sup>. Mais de tels résultats soulèvent une difficulté. Depuis le début des années 1980 plusieurs travaux importants ont défendu l'idée d'une « révolution de la consommation » au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>31</sup>. Comment réconcilier cette approche avec les nouvelles données qui montrent que les salaires réels n'augmentent pas significativement ?

Si les Anglais consomment plus, selon Hans-Joachim Voth, c'est d'abord parce qu'ils ont un désir plus grand de consommer, ce qui, dans un contexte où les salaires réels n'augmentent pas, les pousse à travailler plus<sup>32</sup>. Cette « révolution industrielle », comme l'appelle Jan de Vries, se distingue de la révolution industrielle en ce qu'elle est stimulée par la demande et non par l'offre, et procède d'une situation dans laquelle « les hommes [...] sont esclaves

28. Boyd Hilton, *A Mad, Bad, and Dangerous People?: England 1783-1846*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. 7 et 21.

29. Arthur J. Taylor, *The Standard of Living in Britain in the Industrial Revolution*, Londres, Methuen, 1975.

30. Peter H. Lindert et Jeffrey G. Williamson, "English Workers' Living Standards During the Industrial Revolution: A New Look", *Economic History Review*, XXXVI, 1 (1983), p. 395-413 ; Charles H. Feinstein, "Pessimism Perpetuated: Real Wages and the Standard of Living in Britain during and after the Industrial Revolution", *Journal of Economic History*, LVIII, 3 (1998).

31. John Brewer, Neil McKendrick et John H. Plumb, *The Birth of a Consumer Society: The Commercialisation of Eighteenth-Century England*, Bloomington, Indiana University Press, 1982.

32. Hans-Joachim Voth, *Time and Work in England, 1750-1830*, Oxford, Clarendon Press, 2001.



ves de leurs propres désirs » qui les forcent à travailler <sup>33</sup>. Une telle hypothèse s'écarte de la perspective naguère proposée par Edward P. Thompson, qui faisait de l'augmentation du temps de travail le résultat d'une série de mesures disciplinaires repérables dans les sources littéraires ou les règlements d'usine, les horaires imposés ou la fin de la « Saint Lundi » <sup>34</sup>. Mais elle témoigne de la même inventivité dans l'utilisation des sources. Ainsi Hans-Joachim Voth a étudié les déclarations de plus de 2 800 hommes et femmes de Londres et du Nord de l'Angleterre appelés comme témoins de crimes devant des tribunaux et sommés de détailler leurs activités heure par heure le jour du crime. Ces témoignages permettent de confirmer la thèse d'un allongement global du temps de travail entre 1760 et 1830, tout en montrant que l'expérience de l'enfermement et de la discipline n'avait concerné qu'une minorité des ouvriers <sup>35</sup>.

La limite d'une telle explication est qu'elle tend à uniformiser des situations familiales parfois très différentes. Ainsi l'accès à des biens de consommation durables ne constitue en rien une amélioration globale du niveau de vie si elle ne profite qu'inégalement à tous les membres de la famille. Comprendre ce phénomène suppose de s'intéresser à la cellule familiale comme unité de production. C'est en effet, selon Maxine Berg et Pat Hudson, à ce niveau qu'ont lieu les évolutions les plus « révolutionnaires » de la révolution industrielle. Le premier événement important est la renaissance de l'ouvrier qualifié, dont le sort ne se résume pas à l'image toute faite de l'artisan humilié par la machine, réduit au rôle de « surveillant de [sa] toute-puissante assistante » quand il n'est pas purement et simplement remplacé par elle <sup>36</sup>. Si beaucoup sont fragilisés par la mécanisation, à l'image des tisseurs à bras (*handloom weavers*), d'autres ressortent gagnants des confrontations avec leurs employeurs dans les années 1830. Ainsi, même dans le cas des filatures de coton où Karl Marx voyait l'exemple classique d'une technique – la *self-acting mule* (fileuse automatique) – qui permettrait au capital de dominer le travail, les responsables des machines ou *minders* voient leurs responsabilités et leur salaire augmenter <sup>37</sup>. L'histoire des techniques, profondément renouvelée au

33. Jan De Vries, "The Industrial Revolution and the Industrious Revolution", *Journal of Economic History*, LIV, 2 (1994), p. 259. Comment les salaires peuvent-ils ne pas augmenter alors que la consommation progresse ? Pour un aperçu des débats provoqués par ce paradoxe, voir Gregory Clark et Ysbrand Van Der Werf, "Work in Progress? The Industrious Revolution", *The Journal of Economic History*, LVIII, 3 (1998), p. 830-843.

34. Edward P. Thompson, "Time, Work-Discipline, and Industrial Capitalism", *Past and Present*, n° 38, 1967, traduction française, *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, Paris, La Fabrique, 2004.

35. *Idem*, p. 161-241.

36. Peter Gaskell, *Artisans and Machinery: The Moral and Physical Condition of the Manufacturing Population considered with Reference to Mechanical Substitutes for Human Labour*, Londres, Parker, 1836, p. 7.

37. William Lazonick, *Competitive Advantage on the Shop Floor*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1990, p. 78-114 et l'utile discussion de Martin Dauntton, *Wealth and Welfare...*, ouv. cité, p. 91-92.

cours des dernières années, permet de mieux comprendre ce phénomène<sup>38</sup>. À une époque où l'innovation n'est pas encore le monopole des ingénieurs et des scientifiques<sup>39</sup>, la mécanisation n'est ni une sélection naturelle des « meilleurs » procédés, ni un processus inévitable de déqualification du fait des avancées techniques, mais plutôt une négociation pied à pied au terme de laquelle les ouvriers qualifiés, ou du moins ceux qui étaient membres des *trade unions* légalisés en 1824, surent défendre leur position au sein de la fabrique et donc de leur famille. Les luttes constantes entre employeurs, employés et acteurs extérieurs montrent donc que beaucoup d'hommes résistent bien à la déqualification, mais que les femmes et les enfants en sont les principales victimes<sup>40</sup>.

La libération de main-d'œuvre issue des innovations agricoles change profondément la contribution des femmes et des enfants aux évolutions économiques<sup>41</sup>. Le XIX<sup>e</sup> siècle, époque de la « séparation des sphères » entre hommes et femmes, voit aussi le passage d'une économie familiale, fondée sur le partage du travail et des ressources, à une économie salariale marquée par la domination du chef de famille (*breadwinner*) et la relégation des femmes et des enfants à des tâches sous-payées ou non payées<sup>42</sup>. Ainsi les lois sociales de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ne sont pas motivées par la seule volonté de protéger la main-d'œuvre des effets néfastes de l'industrialisation<sup>43</sup>. Elles organisent aussi la marginalisation économique des femmes<sup>44</sup>.

Jane Humphries et Sara Horrell éclairent ce processus à partir d'une

38. Donald Mackenzie et Judy Wajcman (eds.), *The Social Construction of Technological System: New Directions in the Sociology and History of Technology*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1989 ; Merrit R. Smith et Leo Marx (eds.), *Does Technology Drive History? The Dilemma of Technological Determinism*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1994 ; Lilianne Hilaire-Pérez, *L'invention technique au siècle des Lumières*, Paris, Albin Michel, 2000 ; Anne-Françoise Garçon et Lilianne Hilaire-Pérez [dir.], *Les chemins de la nouveauté : innover, inventer au regard de l'histoire*, Paris, Éditions du CTHS, 2003 ; Natacha Coquery, Lilianne Hilaire-Pérez, Line Sallmann, Catherine Verna [dir.], *Artisans, industrie : nouvelles révolutions du Moyen Âge à nos jours*, Lyon, ENS-LSH Éditions, 2005.

39. Des revues comme *Technology and Culture*, *History and Technology* ou encore *Social Studies of Science* ont servi de forum pour les historiens qui cherchaient à préciser la nature des rapports entre science et développement économique. Pour une intéressante synthèse, formulée dans le langage de la théorie néo-classique, voir Joel Mokyr, *The Gifts of Athena: Historical Origins of the Knowledge Economy*, Princeton, Princeton University Press, 2002 ; voir aussi le récent numéro de *History of Science*, XLV, 5 (2007) dirigé par Maxine Berg autour du livre de Joel Mokyr.

40. Arthur J. McIvor, *A History of Work in Britain, 1880-1950*, Basingstoke, Palgrave, 2001 ; François Jarrige, « Le mauvais genre de la machine : les ouvriers du livre et la composition mécanique (France, Angleterre, 1840-1880) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 54-1, 2007/1, p. 193-221.

41. Nicola Verdon, *Rural Women Workers in Nineteenth-Century England: Gender, Work and Wages*, Woodbridge, Boydell Press, 2002.

42. Sally Alexander, *Women's Work in Nineteenth-Century London. A Study of the Years 1820-1850*, Londres, Journeyman Press, 1983 ; Pat Hudson et W. Robert Lee, *Women's Work and the Family Economy in Historical Perspective*, Manchester, Manchester University Press, 1990 ; Anna Davin, *Growing Up Poor: Home, School and Street in London, 1870-1914*, London, Rivers Oram Press, 1996 ; Katrina Honeyman, *Women, Gender and Industrialisation in England, 1700-1870*, Londres, Macmillan, 2000 ; et Laura Lee Downs, *Writing Gender History*, Londres, Hodder Arnold Press, 2004.

43. Polanyi, *La grande transformation...*, ouv. cité, p. 181.

44. Sonya O. Rose, *Limited Livelihoods: Gender and Class in Nineteenth-Century England*, Berkeley, University of California Press, 1992.

réflexion sur la dépendance, c'est-à-dire sur le nombre d'individus sans revenus au sein de la famille <sup>45</sup>. En effet, les chiffres de Charles Feinstein sur l'augmentation du niveau de vie après les années 1840 incluent tous les salaires et non seulement les salaires masculins. Ils conduisent à des interprétations différentes selon que le nombre des dépendants au sein de la famille (principalement des enfants) est plus ou moins important, et selon que les enfants et les femmes qui travaillent pour l'augmentation du niveau de vie de la famille sont rémunérés ou non. Or Jane Humphries et Sara Horrell mettent en valeur l'augmentation de la part du salaire masculin dans les revenus d'ensemble de la famille. L'augmentation des revenus s'est donc accompagnée d'une dépendance accrue à l'égard du chef de famille. Avant la réduction de la taille des familles à la fin du siècle, cette dépendance accrue des enfants et des femmes se traduit par des inégalités dans les rations alimentaires allouées à chacun.

Ce constat pessimiste sur l'évolution des salaires réels après 1830 montre bien que l'ancien débat sur le niveau de vie n'est pas mort même si certains économistes préfèrent parler de *qualité* de vie que l'on peut évaluer à partir de données anthropométriques comme la taille des enfants ou d'une analyse plus fine des chiffres de mortalité <sup>46</sup>. D'autres travaux attirent plutôt l'attention sur la dégradation de la qualité de l'eau et de l'air. C'est en effet dans la Grande-Bretagne du XIX<sup>e</sup> siècle que se pose pour la première fois explicitement la question des pollutions industrielles <sup>47</sup>. Ces dernières sont un enjeu majeur du passage d'une économie « organique » à une économie « minérale », dont des villes comme Manchester furent le laboratoire <sup>48</sup>. Avant même que les politiques de santé publique n'aient pu avoir un impact mesurable <sup>49</sup>, ces pollutions font naître de nouvelles inégalités environnementales entre les urbains et les ruraux et, au sein des villes, entre quartiers riches et quartiers pauvres. Telle est la situation que dénoncent William Farr et d'autres hygiénistes au lendemain de la crise de choléra qui ravage l'*East End* de Londres en

---

45. Jane Humphries et Sara Horrell, "Old Questions, New Data, and Alternative Perspectives: Families' Standards in the Industrial Revolution", *Journal of Economic History*, LII, 4 (1992), p. 849-890; "Women's Labour Force Participation and the Transition to the Male-Breadwinner Family, 1790-1865", *Economic History Review*, XLVIII, 1 (1995) p. 89-117 et "The Origins and Expansion of the Male Breadwinner Family: The Case of Nineteenth-Century Britain", *International Review of Social History*, XLII, 5 (1997), p. 25-64.

46. Simon Szreter et Graham Mooney, "Urbanization, Mortality, and the Standard of Living Debate: New Estimates of the Expectation of Life at Birth in Nineteenth-Century British Cities", *Economic History Review*, LI, 1 (1998), p. 84-112, qui s'inspire de Martha Nussbaum et Amartya Sen, *The Quality of Life*, Oxford, Clarendon Press, 1993.

47. Peter Thorsheim, *Inventing Pollution. Coal, Smoke, and Culture in Britain since 1900*, Athens, Ohio University Press, 2006.

48. Stephen Mosley, *The Chimney of the World. A History of Smoke Pollution in Victorian and Edwardian Manchester*, Cambridge, White Horse Press, 2001.

49. Simon Szreter, "The Importance of Social Intervention in Britain's Mortality Decline c. 1850-1914: a Re-interpretation of the Role of Public Health", *Social History of Medicine*, I, 1 (1988), p. 1-37.

1866, mais qui épargne les quartiers aisés dans lesquels les compagnies des eaux privées ont adopté des méthodes de filtrage plus exigeantes <sup>50</sup>.

Comment réconcilier ce tableau à la John Martin, peintre catastrophiste du début du siècle, avec celui des riantes campagnes de John Constable? À contre-courant des images dramatiques qui font obstacle à une vision d'ensemble, comme celle du *Great Stink* (la grande puanteur) de 1858, James Winter pense que l'environnement britannique fut bien préservé. La vapeur et le charbon, tout compte fait, n'entamèrent que des portions limitées du paysage, et ne remirent pas en cause l'équilibre écologique qu'il discerne dans le modèle du *high farming*, terme qui décrit l'« âge d'or » de l'agriculture britannique dans les décennies qui suivent l'abolition des *Corn Laws* en 1846. Mais il reconnaît aussi que cette apparente réussite à la recherche d'un « environnement durable » se fit aux dépens des espaces lointains profondément remodelés par la mondialisation des échanges, à l'image des plaines céréalières américaines <sup>51</sup>.

### *De la « supériorité de l'Angleterre » à la « grande divergence »*

On sait que la nouvelle vision de la croissance anglaise avant 1850 a relativisé la notion traditionnelle d'une « supériorité de l'Angleterre sur la France » par une analyse des voies diverses de l'industrialisation <sup>52</sup>. Mais elle a aussi inspiré des travaux comparatifs entre la Grande-Bretagne et la Chine ou l'Inde qui ont conduit à réévaluer l'importance des causes écologiques et des externalités environnementales dans l'analyse de l'industrialisation et des origines du sous-développement <sup>53</sup>. Ceux-ci ont révélé que la « révolution industrielle », la « révolution du consommateur », l'optimisation de la division du travail et le raffinement de l'industrie textile, ne pouvaient refléter une supériorité intrinsèque de l'Angleterre sur le monde non-européen puisqu'ils se retrouvaient à peu près à l'identique en Asie <sup>54</sup>. Comme le souligne Kenneth Pomeranz, la « grande divergence » entre la Chine et la Grande-Bretagne, qui

50. Bill Luckin, *Pollution and Control. A Social History of the Thames in the Nineteenth Century*, Bristol, Hilger, 1986, p. 69-99; "Pollution in the City" dans Martin Daunton (ed.), *Cambridge Urban History of Britain, 1840-1950*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 207-228.

51. James Winter, *Secure from Rash Assault. Sustaining the Victorian Environment*, Berkeley, University of California Press, 1999.

52. Patrick O'Brien et Caglar Keyder, *Economic Growth in Britain and France, 1780-1914: Two Paths to the Twentieth Century*, Londres, George Allen & Unwin, 1978; François Crouzet, *De la supériorité de l'Angleterre sur la France. L'économie et l'imaginaire (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Perrin, 1985.

53. Brian W. Clapp, *An Environmental History of Britain since the Industrial Revolution*, Londres, Longman, 1994; Mike Davis, *Late Victorian Holocausts. El Niño Famines and the Making of the Third World*, New York, Verso, 2001, traduction française *Génocides tropicaux : catastrophes naturelles et famines coloniales (1870-1900). Aux origines du sous-développement*, Paris, La Découverte, 2003.

54. Kenneth Pomeranz, *The Great Divergence: China, Europe and the Making of the Modern World Economy*, Princeton, Princeton University Press, 2000; Prasannan Parthasarathi, *The Transition to a Colonial Economy: Weavers, Merchants and Kings in South Asia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000; et Christopher A. Bayly, *The Birth of the Modern World, 1780-1914: Global Connections and Comparisons*, Malden (Mass.), Blackwell, 2004, traduction française, *La naissance du monde moderne (1780-1914)*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2006, chapitres 2 et 5.

ne s'amorça que progressivement à partir de 1800, ne peut s'expliquer par des causes seulement institutionnelles, culturelles, ou technologiques. Outre la possession de réserves de charbon, la divergence est liée au fait que les importations de denrées coloniales et de coton permirent de contourner les freins malthusiens à la croissance en allégeant la pression écologique en Europe tout en intensifiant la pression sur les ressources végétales tropicales en Asie. Elle reflète le poids des équilibres environnementaux dans ces économies qui restent dominées par l'énergie animale et végétale plutôt que minérale<sup>55</sup>.

Outre les facteurs écologiques, la thèse d'une importance économique croissante de l'empire au cours du XIX<sup>e</sup> siècle (notamment à l'époque du « déclin relatif » entre 1873 et 1914) suppose une docilité des marchés coloniaux institutionnellement et affectivement reliés à la métropole qui n'est pas toujours confirmée par l'analyse<sup>56</sup>. Au-delà de telles révisions sur la nature de l'économie coloniale<sup>57</sup>, c'est surtout la distinction traditionnelle entre un empire « informel » du libre-échange et un empire « formel » des colonies qui est en cause<sup>58</sup>. L'empire informel n'est pas le simple produit des mécanismes du marché. Pour mettre des produits en concurrence, identifier des avantages comparatifs et choisir des spécialisations régionales d'un bout à l'autre du globe, il faut avoir accompli un long travail préalable d'uniformisation et de stabilisation de toute une série de mécanismes monétaires, institutionnels, techniques et scientifiques dans toutes les régions concernées<sup>59</sup>. Inversement l'empire colonial « formel » n'est pas simplement le produit de la conquête ou de l'émigration mais résulte d'un processus complexe dans lequel la construction de savoirs et de normes de production joue un rôle décisif.

Plusieurs travaux récents ont insisté sur l'importance du travail idéologique de justification de l'entreprise impériale<sup>60</sup>. Comme le montre Richard Drayton, l'expansion impériale de la Grande-Bretagne ne peut se comprendre sans garder à l'esprit le long travail d'appropriation et de concentration des savoirs légitimes sur les ressources naturelles de tout le monde non-européen. Ainsi les botanistes du Jardin royal de Kew, toujours prêts à évoquer le devoir biblique d'amélioration de la nature, contribuèrent grandement à

55. Pour une critique, voir Robert Brenner et Christopher Isett, "England's Divergence from China's Yangzi Delta: Property Relations, Microeconomics, and Patterns of Development", *The Journal of Asian Studies*, LXI, 2 (2002), p. 609-662.

56. Andrew Thompson et Gary Magee, "A Soft Touch? British Industry, Empire Markets, and the Self-Governing Dominions, c. 1870-1914", *Economic History Review*, LVI, 4 (2003), p. 680-717.

57. Andrew Porter (ed.), *The Oxford History of the British Empire. Volume 3: The Nineteenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

58. John Gallagher et Ronald Robinson, "The Imperialism of Free Trade", *Economic History Review*, VI, 1 (1953), p. 1-15.

59. Ben Marsden et Crosbie Smith, *Engineering Empires: A Cultural History of Technology in Nineteenth-Century Britain*, Basingstoke, Palgrave, 2005.

60. Jennifer Pitts, *A Turn to Empire: The Rise of Liberal Imperialism in Britain and France*, Princeton, Princeton University Press, 2005, traduction française *Naissance de la bonne conscience coloniale. Les libéraux français et britanniques et la conscience impériale*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008 ; Duncan Bell, *The Idea of Greater Britain: Empire and the Future of World Order, 1860-1900*, Princeton, Princeton University Press, 2008.

façonner les marchés tropicaux <sup>61</sup>. Emma Reisz, de même, montre les liens étroits entre sciences environnementales, empire colonial et économie politique libre-échangiste à partir de l'exemple du caoutchouc dont la demande explose à la fin du siècle. Sir William Hooker, directeur des jardins de Kew, eut un rôle central dans la construction d'une production asiatique de caoutchouc permettant de briser le quasi-monopole brésilien, et dans l'articulation des arguments économiques, jurisprudentiels et écologiques dans les rapports officiels des années 1870 <sup>62</sup>.

La relecture du concept de révolution industrielle à la suite des critiques soulevées au début des années 1980 a donc conduit à remplacer l'opposition ancienne entre une école «gradualiste» ou «optimiste» (héritée d'Alfred Marshall et John Clapham) et une école «catastrophiste» ou «pessimiste» (celle d'Arnold Toynbee et Karl Polanyi) par un consensus «gradualiste» mais «pessimiste». Sur le plan méthodologique, on a revalorisé l'encadrement du marché par des négociations et des conflits au sein de l'usine ou encore par la famille. Enfin, le rôle spécifique du «credo libéral» dans ce processus a été revu.

## LE PAYS DU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE

Les premières études sur la révolution industrielle associent étroitement l'analyse de l'industrialisation et celle de l'essor de l'économie politique <sup>63</sup>. Tandis que les économistes «hétérodoxes» de l'école historiciste voient celle-ci comme une utopie libérale imposée par les élites économiques <sup>64</sup>, les «orthodoxes» insistent plutôt sur le progrès continu de l'analyse économique et sur le fait qu'elle fut toujours bien adaptée aux pratiques dominantes de son temps <sup>65</sup>. Tous établissent un lien fort entre l'industrialisation et l'émergence du «libéralisme» économique, à la fois idéologie et ensemble de pratiques œuvrant à la déréglementation et la mise en concurrence. Mais au cours des dernières années les historiens ont repensé la nature de ce lien à partir d'une réinterprétation du libéralisme comme doctrine économique, comme pratique de l'État, mais aussi comme courant culturel traversant la société civile.

---

61. Richard Drayton, *Nature's Government: Science, Imperial Britain, and the 'Improvement' of the World*, New Haven, Yale University Press, 2000.

62. Emma Reisz, *Knowledge and Political Economy in the Rubber Trade of the British Empire, c. 1800-1930*, Cambridge University PhD, 2004.

63. Arnold Toynbee, *Lectures on the Industrial Revolution of the Eighteenth Century in England*, Londres, Longman, 1908 (1<sup>re</sup> édition 1884).

64. Polanyi, *La grande transformation...*, ouv. cité, notamment p. 155-177 et p. 184-219.

65. Alfred Marshall, *Principles of Economics. An Introductory Volume*, Londres, Macmillan, 8<sup>e</sup> édition, 1920, p. 723-769 (ces deux chapitres, relégués en appendice, ouvraient la première édition de 1890).

*De quand date le « libéralisme » économique ?*

La notion de libéralisme économique est-elle utile pour décrire les années de la révolution industrielle, entre 1770 et 1840 ? La mécanisation des manufactures, parce qu'elle suppose un modèle économique dans lequel l'approvisionnement en main-d'œuvre, en matières premières et en capitaux est abondante et régulière, suppose « logiquement » la constitution d'un marché suffisamment concurrentiel du travail, des ressources naturelles et de la monnaie. Mais une telle libéralisation fut souvent d'une lenteur considérable, parfois aussi longue que la révolution industrielle elle-même, au point qu'on hésite à parler d'un processus continu <sup>66</sup>. Au plan doctrinal, ce n'est qu'à partir des années 1820 qu'on peut parler d'un *credo* libéral constitué. Ainsi, la construction qui faisait d'Adam Smith un penseur libéral repose sur l'occultation du riche univers de significations qui précède l'essor du machinisme après 1830, mais aussi des circonstances toutes contingentes dans lesquelles, dans le contexte de la Révolution française, ses préceptes en faveur d'une déréglementation économique furent séparés des conceptions morales et des objectifs de justice dont ils dépendaient <sup>67</sup>.

Puisqu'il est trop tôt pour parler de *credo* libéral au début du XIX<sup>e</sup> siècle, et que la libéralisation de l'économie fut un processus long et progressif, quelle était la signification donnée par les contemporains aux évolutions du cadre législatif et réglementaire ? Les travaux récents sur la pensée économique entre 1770 et 1830, depuis l'Écosse de Smith à l'Angleterre de Malthus et Ricardo, apportent un précieux éclairage sur la politique économique à l'époque de la révolution industrielle <sup>68</sup>. En remplaçant les écrits des économistes dans un contexte intellectuel large, ils permettent de mieux mesurer l'empire croissant de la pensée chrétienne sur la théorie comme sur l'opinion économique ordinaire <sup>69</sup>. Comme le montre Boyd Hilton, la politique économique de plus en plus non-interventionniste menée par Lord Liverpool et par les *liberal Tories* dès les années 1820 n'est pas guidée par une économie politique libérale à la Ricardo fondée sur un impératif productiviste <sup>70</sup>. Le principe d'une passivité de l'État face à la succession des cycles de croissance et de crise s'explique plutôt par un imaginaire évangélique que signale le

66. Karl Polanyi reconnaît la lenteur de la marchandisation du travail dans *La grande transformation...*, ouv. cité, p. 111-123.

67. Emma Rothschild, *Economic Sentiments: Adam Smith, Condorcet, and the Enlightenment*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2001, en particulier p. 52-71 ; Itzvan Hont et Michael Ignatieff (eds.), *Wealth and Virtue*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

68. Donald Winch, *Riches and Poverty. An Intellectual History of Political Economy in Britain, 1750-1834*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

69. Anthony M.C. Waterman, *Revolution, Economics and Religion. Christian Political Economy 1798-1833*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

70. Boyd Hilton, *Corn, Cash, and Commerce: The Economic Policies of the Tory Governments 1815-1830*, Oxford, Oxford University Press, 1980 et *A Mad, Bad, and Dangerous People?*, ouv. cité, p. 314-328.

succès des idées du calviniste écossais Thomas Chalmers <sup>71</sup>. Il s'ancre dans une théologie naturelle dont les historiens des sciences ont redécouvert l'importance pour comprendre l'émergence des théories thermodynamiques de Joule, Maxwell ou Kelvin, socle scientifique de la seconde révolution industrielle <sup>72</sup>. Les *liberal Tories* comme les industriels provinciaux qui soutiennent Robert Peel dans les années 1830 et 1840 postulent un monde économique statique, issu de la volonté divine et traversé d'une justice immanente dans laquelle le commerce « artificiel », la spéculation et la surproduction sont immédiatement sanctionnés. L'objectif du cabinet de Liverpool, en abaissant certains droits de douane, n'est pas de s'approcher d'un état idéal de libre-échange mais plutôt, en suivant la notion d'une rédemption des péchés par les peines ou *atonement*, d'atteindre un point d'équilibre du marché qui n'est pas seulement économique, mais aussi théologique. Pour les évangéliques, les crises et les banqueroutes ne font que sanctionner l'imprudence des périodes de faste, et la concurrence est encouragée principalement pour des raisons morales.

En outre, si l'encouragement de la concurrence intérieure et l'effacement des régulations anciennes sur les produits sont une réalité indéniable de la période, il n'en est pas de même dans tous les domaines de la politique économique. Dans le cas du travail, on voit moins une libéralisation qu'une augmentation des régulations. Par exemple, la jurisprudence issue du *Master and Servant Act* de 1823 fut à l'origine de nombreux conflits entre employeurs et *trade unions* au sein des tribunaux où se cristallisa une riche jurisprudence <sup>73</sup>. Dans le domaine de la protection sociale et du commerce international, l'interventionnisme étatique vient en partie de ce que la mainmise de l'aristocratie sur le gouvernement, loin de s'estomper au moment de la Révolution française, a été renforcée par les guerres napoléoniennes. Opposée au *laissez-faire*, l'aristocratie *whig* du deuxième quart du siècle montre à travers sa politique sociale des années 1830 et 1840 un attachement à sa fonction traditionnelle de représentante des intérêts du peuple <sup>74</sup>. Sur le plan commercial, l'État de la révolution industrielle défend la classe dominante à travers une politique mercantiliste qui taxe les importations de grains, interdit les importations de soie ou de calicots, et interdit les exportations de machines <sup>75</sup>. Dans un tel contexte

---

71. Boyd Hilton, *The Age of Atonement: The Influence of Evangelicalism on Social and Economic Thought, 1785-1865*, Oxford, Clarendon Press, 1991, p. 55-62.

72. Crosbie Smith, *The Science of Energy: A Cultural History of Energy Physics in Victorian Britain*, Londres, Athlone Press, 1998.

73. Simon Deakin, « Travail, contrat » dans Alessandro Stanziani [dir.], *Dictionnaire historique de l'économie-droit, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L.G.D.J., p. 289-298 ; Robert J. Steinfeld, *Coercion, Contract and Free Labour in the Nineteenth-Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001 ; Michael Huberman, *Escape from the Market: Negotiating Work in Lancashire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

74. Peter Mandler, *Aristocratic Government in the Age of Reform: Whigs and Liberals, 1830-1852*, Oxford, Clarendon Press, 1990.

75. John V.C. Nye, *War, Wine, and Taxes: The Political Economy of Anglo-French Trade, 1689-1900*, Princeton, Princeton University Press, 2007, p. 1-31.



il ne saurait y avoir de «libéralisme économique» chimiquement pur, même du côté des opposants à la *Old Corruption*. Ainsi, dans les années 1840 les principales critiques à l'encontre des lois sur les grains, des privilèges de l'*East India Company* ou des *Navigation Laws*, sont inséparables d'une dénonciation plus générale de l'aristocratie terrienne et de ses privilèges face au peuple des villes et de l'industrie<sup>76</sup>. Finalement, ce qu'on a pris l'habitude de décrire comme un ensemble de politiques libérales au début du XIX<sup>e</sup> siècle n'était généralement pas vu comme tel par les contemporains. Aussi les liens entre le libéralisme et l'industrialisation sont-ils plus complexes qu'on le pensait. Pas plus qu'il n'en est l'anticipation ou le projet mis en pratique par la suite, le libéralisme n'est simplement l'émanation culturelle ou la justification a posteriori de l'industrialisation.

### *La confiance en l'État minimal*

Après l'abandon des *Corn Laws* en 1846, la question du libre-échange redéfinit durablement les luttes parlementaires, aboutissant à l'essor du parti libéral. Les conditions d'une doctrine économique cohérente sont alors réunies. Or, dans la pratique, la politique des «libéraux» semble prise dans une tension entre la tendance à l'extension des fonctions de l'État central et la volonté de limiter son rôle en réduisant les dépenses publiques (*retrenchment*). C'est le dilemme de l'État libéral victorien, qui se veut à la fois moins coûteux et plus centralisé. Si ce paradoxe est bien connu, les travaux récents ont permis de le réinterpréter à la lumière du concept de «confiance».

L'extension des fonctions de l'État est un phénomène complexe qui ne peut se comprendre qu'à condition de bien les distinguer. Dans certains cas, c'est au nom même de son non-interventionnisme que l'État libéral intervient en imposant des normes économiques impartiales. En effet, l'essor de nouveaux marchés autorégulés suppose de créer au préalable un environnement juridique adéquat permettant l'initiative privée et la concurrence. Ce dernier est rarement immuable, comme on le voit dans les industries de service où se renégocie constamment la frontière entre le privé et le public, à l'image de la banque, des chemins de fer, de la poste ou du marché de l'eau<sup>77</sup>. Beaucoup de travaux soulignent pourtant la capacité des agents économiques locaux à créer leur propre environnement institutionnel ou juridique par le biais de la jurisprudence. Ainsi, pour faire face aux risques d'incendie de plus en plus importants auxquels elles sont confrontées, les sociétés les plus capitalisées, à l'image des sociétés de chemin de fer, font appel à des compagnies d'assurance. Ces dernières sont un acteur peu visible, mais omniprésent dans

76. Gareth Stedman Jones, «Repenser le Chartisme», art. cité.

77. Martin Daunt, *Royal Mail: The Post Office since 1840*, Londres, Athlone Press, 1985 ; Frank Trentmann et Vanessa Taylor «From Users to Consumers: Water Politics in Nineteenth-Century London», dans Frank Trentmann (ed.), *The Making of the Consumer: Knowledge, Power and Identity in the Modern World*, Oxford, Berg, 2006, p. 53-79.

l'histoire de l'essor du capital, par exemple lorsqu'elles proposent des rançons pour capturer les émeutiers du *Captain Swing* qui s'attaquent aux batteuses en 1830 <sup>78</sup>. L'État législateur est intervenu pour façonner un nouvel acteur économique, l'« entreprise » : les frontières de cette dernière sont définies de plus en plus précisément dans la deuxième moitié du siècle. Mais même avant le *General Incorporation Act* (1844) qui facilite l'accès au statut officiel de sociétés par actions, l'immobilité du cadre légal des entreprises n'empêche pas de multiples adaptations en fonction des secteurs, des marchés et des autorités concernées. La richesse de la jurisprudence montre bien l'importance du droit comme lieu de cristallisation des conflits économiques d'où émergent des normes invisibles du seul point de vue du Parlement <sup>79</sup>.

Dans d'autres cas, l'intervention de l'État est plus directe, reflétant tantôt le besoin d'« autoprotection de la société » contre les risques issus de l'industrialisation et des marchés, tantôt l'influence d'une nouvelle classe de fonctionnaires et d'experts <sup>80</sup>. Ainsi l'urbanisation rend-t-elle nécessaire la constitution de nouveaux savoirs sur la « pureté » de l'eau, qui servent de point d'appui à des politiques publiques mises en place tantôt au niveau tantôt national et étatique, et tantôt au niveau local et municipal <sup>81</sup>. De même, la multiplication des nuisances industrielles conduit à adopter de nouvelles normes sur la santé au travail <sup>82</sup>. Si certains travaux reposent sur un modèle implicite de modernisation, d'autres insistent au contraire sur l'ancrage de ces politiques publiques naissantes dans des conceptions libérales de la justice sociale qui ne faisaient pas l'unanimité auprès des contemporains. Pour Christopher Hamlin, l'essor de l'État centralisé incarné par Edwin Chadwick, réformateur utilitariste, disciple de Bentham et inspirateur de la *New Poor Law* de 1834 puis du *Public Health Act* de 1848, fut ainsi le résultat d'une lutte politique. Contre le médecin écossais William Alison, selon lequel les problèmes sanitaires urbains découlent en grande partie de la pauvreté et du bas niveau des salaires, Chadwick défend une conception de la santé publique focalisée sur la circulation de l'eau et de l'air et mise en œuvre par l'État. Menée sur le terrain de la rhétorique scientifique, de l'expertise et du noyautage institutionnel, la lutte entre Chadwick et Alison implique aussi des conceptions différentes des droits et des devoirs <sup>83</sup>.

---

78. Robin Pearson, "Towards a Historical Model of Services Innovation: The Case of the Insurance Industry, 1700-1914", *Economic Historical Review*, L, 2 (1997), p. 235-256 et *Insuring the Industrial Revolution: Fire Insurance in Great Britain 1700-1850*, Aldershot, Ashgate, 2004.

79. Ron Harris, *Industrialising English Law: Entrepreneurship and Business Organisation, 1720-1844*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

80. Polanyi, *La grande transformation...*, ouv. cité, p. 179-183 ; Oliver MacDonagh, "The Nineteenth-Century Revolution in Government: A Reappraisal", *Historical Journal*, I, 1 (1958), p. 52-67 ; Roy MacLeod (ed.), *Government and Expertise. Specialists, Administrators and Professionals, 1860-1919*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

81. Christopher Hamlin, *A Science of Impurity. Water Analysis in Nineteenth-Century Britain*, Bristol, Adam Hilger, 1990.

82. Peter W.J. Bartrip, *The Home Office and the Dangerous Trades. Regulating Occupational Disease in Victorian and Edwardian Britain*, Amsterdam, Rodopi, 2002.

83. Christopher Hamlin, *Public Health and Social Justice in the Age of Chadwick. Britain, 1800-*

Pour comprendre les limites du modèle de l'État centralisé, il convient de mieux comprendre le phénomène de la réduction des dépenses publiques qui marque le XIX<sup>e</sup> siècle. Traditionnellement, les historiens expliquent le phénomène en insistant sur des facteurs surtout contextuels : la baisse des dépenses militaires (qui demeurent néanmoins le premier poste), les avantages d'une position insulaire (qui limitent les coûts de l'infanterie), l'enrichissement global du pays (qui diminue la part relative des dépenses de l'État), le coût limité de l'empire colonial, enfin la lenteur de l'administration à engager effectivement les dépenses liées à ses nouvelles responsabilités sociales et sanitaires. Mais ces explications ne suffisent pas. L'État victorien coûte en effet moins cher, toutes choses égales par ailleurs, que ses voisins et concurrents français ou allemand. Comme le note Colin Matthew, « jamais on ne vit une économie industrielle dans laquelle l'État joua rôle un plus faible que celle du Royaume-Uni dans les années 1860 »<sup>84</sup>. La réduction du coût de l'État central n'avait rien d'une simple adaptation fonctionnelle aux nouvelles circonstances mais avait aussi des causes politiques et culturelles. Elle doit être comprise au sein d'une séquence historique qui part d'une critique systématique de « l'État militaro-fiscal » des années 1690-1832<sup>85</sup>. Dans ce dernier, le niveau élevé de l'impôt permettait de financer les guerres, la Banque d'Angleterre facilitait l'emprunt public et l'existence d'un Parlement souverain instaurait la confiance auprès des prêteurs. Mais dans un tel système, s'indignent Jean-Baptiste Say et tous les radicaux d'Europe, « le gouvernement consomme la moitié du revenu qu'enfantent le sol, les capitaux et l'industrie du peuple anglais »<sup>86</sup>. La réforme de l'État victorien est d'abord une réponse à cette critique.

Selon Philip Harling et Peter Mandler, l'État libéral est issu non d'une adaptation mécanique à la nouvelle économie, mais à une volonté politique forte de restaurer la confiance dans des institutions discréditées. Le passage de l'État militaro-fiscal à l'État libéral n'est pas le résultat mécanique d'un essor de la bourgeoisie qui serait venue remplacer les élites traditionnelles : ce sont au contraire ces dernières qui entamèrent les réformes qui devaient être qualifiées a posteriori de « libérales », et dont l'objet était de réformer l'État dans la tradition whig<sup>87</sup>. Ainsi l'abandon des lois sur les grains par Robert Peel en 1846, qui divisa le parti conservateur et mit fin à la carrière politique de celui-ci, ne reflétait pas seulement l'influence de la Ligue pour l'abolition des lois sur les grains (*Anti-Corn Law League*) de Richard Cobden. Il était

1854, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

84. Colin Matthew, *Gladstone*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 181.

85. John Brewer, *The Sineus of Power: War, Money, and the English State, 1688-1783*, London, Unwin Hyman, 1989.

86. Cité dans Gareth Stedman Jones, *La fin de la pauvreté*, ouv. cité, p. 107.

87. Philip Harling et Peter Mandler, "From Fiscal-Military State to Laissez-Faire State, 1760-1850", *Journal of British Studies*, XXXII, 1 (1993), p. 44-70 ; Peter Mandler, *Aristocratic Government in the Age of Reform: Whigs and Liberals, 1830-1852*, Oxford, Clarendon Press, 1990.

motivé d'abord par le désir de mettre fin à l'un des principaux privilèges hérités de l'État *militaro-fiscal*<sup>88</sup>. Les tentatives du Chancelier de l'Échiquier, puis Premier Ministre, William Gladstone pour éliminer complètement l'impôt sur le revenu reflètent un même souci de rompre avec la *Old Corruption*. Colin Matthew en a éclairé les motivations profondes : limiter l'impôt au maximum en temps de paix, c'est obliger les gouvernements futurs à justifier devant le Parlement toute nouvelle augmentation des prélèvements, et donc à en démontrer la nécessité morale<sup>89</sup>. Martin Daunton a montré l'importance de la « constitution fiscale » victorienne dans l'évolution des rapports à l'État<sup>90</sup>. Pour cet auteur, c'est la restauration de la confiance dans l'État qui explique l'augmentation spectaculaire des dépenses publiques et donc des prélèvements dès le tournant du siècle. Ainsi l'émergence de l'État social dépensier qui émerge à partir de 1906 trouverait son origine non dans les contradictions internes du libéralisme, mais dans la légitimité restaurée de l'État minimal des libéraux.

### *Libre-échange et société civile*

Les travaux sur l'essor des fonctions de l'État tout comme ceux sur la réforme fiscale conduisent à réinterpréter l'évolution du libéralisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les études portant sur cette période se sont longtemps focalisées sur deux thèmes principaux : le déclin relatif de l'économie britannique à partir des années 1870, et l'essor progressif d'un État social, qui connaît une accélération rapide à partir de 1906 et pose les bases de l'État-providence ultérieur. Qu'ils insistent sur l'émergence d'un « collectivisme » économique-législatif indépendant de tout mouvement d'opinion<sup>91</sup>, sur le déclin des valeurs industrielles urbaines<sup>92</sup> ou sur l'essor d'un « nouveau libéralisme » influencé par le travaillisme émergent et par la philosophie idéaliste<sup>93</sup>, ces travaux s'accordent pour voir dans cette double évolution la fin d'un âge d'or libéral qui aurait débuté après l'abolition des lois sur le grain (*Corn Laws*) en 1846, et aurait culminé avec l'essor du parti libéral de Gladstone dans les années 1860 et 1870.

88. Philip Harling, *The Waning of 'Old Corruption': The Politics of Economical Reform in Britain 1779-1846*, Oxford, Clarendon Press, 1996 ; Anthony Howe, *Free Trade and Liberal England, 1846-1946*, Oxford, Oxford University Press, 1998 ; Paul Pickering et Alex Tyrell, *People's Bread: A History of the Anti-Corn Law League*, Londres, Leicester University Press, 2000.

89. Colin Matthew, *Gladstone*, ouv. cité, p. 103-148 et "Disraeli, Gladstone, and the Politics of Mid-Victorian Budgets", *Historical Journal*, XXX, 3 (1979), p. 615-643.

90. Martin Daunton, *Trusting Leviathan: The Politics of Taxation in Britain 1799-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001 et Nicolas Delalande, « Histoire sociale et économique du Léviathan britannique : État, société et impôt en Grande-Bretagne aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 54-1, 2007/1, p. 258-264.

91. Albert Venn Dicey, *Lectures on the Relation between Law and Public Opinion in England during the Nineteenth Century*, Londres, Macmillan, 1940 (1<sup>re</sup> édition 1905).

92. Martin J. Wiener, *English Culture and the Decline of the Industrial Spirit, 1850-1980*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004 (1<sup>re</sup> édition 1981).

93. Michael Freedon, *The New Liberalism. An Ideology of Social Reform*, Oxford, Clarendon Press, 1978.

Mais comment parler d'un déclin du libéralisme repérable dans les valeurs comme dans la politique économique, alors même que la Grande-Bretagne demeure la principale nation libre-échangiste, à une époque où les autres pays occidentaux adoptent des politiques de plus en plus protectionnistes ? Karl Polanyi évoque un « double mouvement » d'expansion du marché et d'autoprotection de la société qui résumerait la contradiction dans laquelle se trouve toute société industrielle et libérale : l'entrée dans une société de marché, société dans laquelle les relations sociales sont encadrées dans le système économique et non l'inverse, aurait créé de nombreux problèmes qui devaient être palliés d'une manière ou d'une autre <sup>94</sup>. Pour expliquer l'étonnante continuité de la politique commerciale de libre-échange entre 1846 et 1931, les historiens sont souvent amenés à postuler l'existence d'un « groupe d'intérêt » d'aristocrates capitalistes et de financiers de la City qui aurait su jouer de son influence sur la longue durée <sup>95</sup>. Mais une telle approche suppose de partir d'une conception simpliste du « groupe » autant que de « l'intérêt » <sup>96</sup>. Les enquêtes prosopographiques sur les membres des chambres de commerce provinciales, sur les grands propriétaires fonciers ou sur les financiers de la City ont montré la fragilité des oppositions trop marquées entre l'industrie et la banque, le libre-échange et le protectionnisme, ou le *monied* et le *landed interest* <sup>97</sup>. Loin de se résumer à des conflits entre élites et à une politique commerciale visant à l'enrichissement matériel, le libre-échange est d'abord un message de progrès moral et politique constamment retraduit et adapté dans la culture populaire <sup>98</sup>.

Le marché ne se justifie aux yeux des Victoriens que parce qu'il est censé favoriser l'essor des associations volontaires à vocation altruiste. Si le rôle de ces dernières dans la formation des identités de classe ou de genre au XIX<sup>e</sup> siècle est bien connu, de nouvelles approches ont permis de mieux évaluer leur impact économique. Celui-ci est particulièrement visible dans le cas de la santé <sup>99</sup>. À une époque où les frontières entre la médecine scientifique et les médecines alternatives ne sont pas encore constituées, l'essor d'une nouvelle économie de la santé encadrée de loin par l'État libéral ne se comprend qu'à condition d'accorder une attention particulière au rôle des hôpitaux charita-

94. Karl Polanyi, *La grande transformation*, ouv. cité, p. 88.

95. Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, *British Imperialism*, 2 volumes, volume 1: *Innovation and Expansion, 1688-1914*, Londres, Longman, 1993.

96. Cheryl Schonhardt-Bailey, *From the Corn Laws to Free Trade: Interests, Ideas and Institutions in Historical Perspective*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 2006.

97. Anthony Howe, *Free Trade and Liberal England*, ouv. cité et Frank Trentmann, "The Transformation of Fiscal Reform: Reciprocity, Modernization, and the Fiscal Debate within the Business Community in Early Twentieth-Century Britain", *Historical Journal*, XXXIX, 4 (1996), p. 1005-1048.

98. Frank Trentmann, *Free Trade Nation: Commerce, Consumption and Civil Society in Modern Britain*, Oxford, Oxford University Press, 2008. Sur la politique protectionniste, voir Ewen H.H. Green, *The Crisis of Conservatism: The Politics, Economics and Ideology of the British Conservative Party, 1880-1914*, Londres, Routledge, 1995.

99. Joel Mokyr, *The Gifts of Athena*, ouv. cité, p. 163-217.

bles ou des sociétés mutualistes <sup>100</sup>. Ces dernières jouent un rôle crucial dans la constitution d'un nouveau marché des soins médicaux en milieu populaire dans un contexte d'abaissement de la mortalité des adultes et d'allongement de leur expérience de la maladie <sup>101</sup>. Avant l'essor des campagnes publiques d'information, les hôpitaux charitables constituent l'une des principales courroies de transmission des savoirs sanitaires en direction des familles ouvrières. Au tournant du siècle, ils remplissent une double fonction de segmentation du marché médical entre les classes moyennes et les classes populaires, et de réforme impériale de la maternité pour abaisser la mortalité infantile et améliorer la santé de la « race » britannique <sup>102</sup>.

En effet, l'économie politique libérale est aussi une économie domestique. Dans les régions minières, mais aussi dans un grand nombre de familles pauvres de Londres, celle-ci reproduit bien souvent les inégalités qu'avait accrues l'industrialisation dans la première moitié du siècle : si la nourriture se diversifie, c'est surtout au profit du chef de famille qui accapare les principales sources de protéine tandis que les femmes et les enfants se nourrissent d'abord de pain et de thé <sup>103</sup>. À la fin du siècle, les hommes, mieux payés que les femmes, deviennent également les principaux consommateurs de loisirs populaires comme le pub ou le football. Si la consommation demeure au XIX<sup>e</sup> siècle d'abord une question d'accès aux biens de première nécessité, elle est aussi une question de statut social, y compris en milieu populaire. Au lieu d'être vue comme une activité fondamentalement passive, comme dans certaines dénonciations simplistes de la « société de consommation », elle est un enjeu non seulement de la politique économique et de la distribution (qui ne se résume pas à une simple mise en rapport de l'offre et de la demande), mais aussi de la construction des identités sociales et sexuées <sup>104</sup>. Si l'émergence de la consommatrice a été bien étudiée pour le cas des classes

---

100. Anne Digby, *Making a Medical Living. Doctors and Patients in the English Market for Medicine, 1720-1911*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, chapitre 8, et *The Evolution of British General Practice 1850-1948*, Oxford, Oxford University Press, 1999, chapitre 5 ; Hilary Marland, *Medicine and Society in Wakefield and Huddersfield 1780-1870*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, chapitres 4 et 5.

101. James C. Riley, *Sick, not Dead: The Health of British Workingmen During the Mortality Decline*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1997.

102. Anna Davin, "Imperialism and Motherhood", *History Workshop Journal*, V, 1 (1978), p. 9-66 ; Jane Lewis, *The Politics of Motherhood. Child and Maternal Welfare in England 1900-1939*, Londres, Croom Helm, 1980 ; Lara Marks, *Metropolitan Maternity: Maternal and Infant Welfare Services in Early Twentieth Century London*, Amsterdam, Rodopi, 1996.

103. Derek Oddy, "Food, Drink and Nutrition" dans F.M.L. Thompson (ed.), *The Cambridge Social History of Britain*, 3 vols., Cambridge, Cambridge University Press, 1990, volume 2, p. 251-278 ; Anna Davin, "Loaves and Fishes: Food in Poor Households in Late Nineteenth-Century London", *History Workshop Journal*, XLI, 1 (1996), p. 167-192.

104. Martin Daunton et Matthew Hilton (eds.), *The Politics of Consumption: Material Culture and Citizenship in Europe and America*, Oxford, Berg, 2001 ; Peter Gurney, *Cooperative Culture and the Politics of Consumption in England 1870-1930*, Manchester, Manchester University Press, 1996 ; Frank Trentmann, "Civil Society, Commerce, and the 'Citizen-Consumer': Popular Meanings of Free Trade in Modern Britain" dans Frank Trentmann (ed.), *Paradoxes of Civil Society: New Perspectives on Modern German and British History*, Oxford, Berghahn Books, 2003, p. 306-331.

moyennes, les femmes ont également un impact accru sur la consommation des familles ouvrières. Dans les cas où le niveau de vie progresse et où la domination masculine se fait moins sentir, comme dans les régions textiles, le contrôle accru des femmes sur l'économie domestique se traduit souvent par une diminution de la fertilité et du nombre d'enfants. Pour Simon Szreter, c'est d'abord l'évolution des rapports de pouvoir au sein de la famille qui permet d'expliquer la baisse de la fertilité. Si les Anglaises cessent d'avoir des enfants au-delà de trente ans – avec de fortes nuances régionales – c'est d'abord parce que, soucieuses d'une plus grande autonomie au cours de leur vie qui s'allonge, elles cessent d'avoir des relations sexuelles avec leur mari <sup>105</sup>. Le pays du libéralisme est d'abord celui du contrôle de soi.

## CONCLUSION

« Le XIX<sup>e</sup> siècle [...] fut le siècle de l'Angleterre. La révolution industrielle fut un événement anglais. L'économie de marché, le libre-échange et l'éta-lon-or furent des inventions anglaises » <sup>106</sup>. Ce jugement de Karl Polanyi, qui fait de l'Angleterre un double laboratoire, celui de la révolution industrielle et celui du libéralisme, conserve toute sa pertinence. Toutefois les raisons qui conduisent à y adhérer aujourd'hui sont bien différentes de celles qui animaient l'anthropologue hongrois en 1944. Nous voudrions, en conclusion, confronter le bilan historiographique qui vient d'être dressé au tableau présenté dans *La grande transformation*. En effet, cet ouvrage est représentatif d'une tradition intellectuelle plus ancienne et qui lui a survécu, dont le souci méthodologique est de développer les liens entre l'histoire économique et l'ensemble des sciences sociales <sup>107</sup>. Il continue en outre de façonner la vision de l'économie britannique du XIX<sup>e</sup> siècle bien au-delà du cercle des spécialistes.

Karl Polanyi propose de relire l'histoire économique anglaise du XIX<sup>e</sup> à partir du concept de « désencastrement » (*disembeddedness*) de l'économie vis-à-vis des autres formes de relations sociales. Il part pour cela des deux lieux communs historiographiques qui nous ont servi de fil directeur. L'Angleterre est d'abord le pays de la révolution industrielle. Selon l'auteur, l'essor

105. Simon Szreter, *Fertility, Class and Gender in Britain 1860-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

106. Karl Polanyi, *La grande transformation*, ouv. cité, p. 54-55.

107. C'est dans l'orbite de la *Workers' Educational Association* et de l'historien R.H. Tawney que Karl Polanyi accomplit les recherches préparatoires à *La grande transformation*. L'essentiel de sa critique de l'économie capitaliste de marché et de la marchandisation du travail, de la monnaie et des ressources naturelles, est déjà présente pour l'essentiel dans les travaux des historiens et économistes « historicistes » anglais de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle. L'originalité de Karl Polanyi, par rapport aux économistes historicistes anglais de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle, est d'articuler son histoire économique à l'anthropologie universitaire émergente et à une dénonciation de la responsabilité des pays libéraux dans les catastrophes du premier XX<sup>e</sup> siècle.

d'une industrie mécanisée capable de produire à grande échelle, à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, fit naître d'énormes besoins d'approvisionnement en main d'œuvre, en matières premières et en capitaux qui, pour être satisfaits, supposaient un changement en profondeur des institutions sociales. Il fallait désormais que le travail, les ressources naturelles et la monnaie soient soumis au jeu de l'offre et de la demande, à l'image de n'importe quelle marchandise. Cet événement sans précédent est à l'origine de maux profonds, véritable « dislocation » de la société qui conduit à imaginer diverses réponses, d'abord spontanées avant de devenir de plus en plus organisées, pour atténuer les effets du marché <sup>108</sup>. Aussi l'auteur parle-t-il d'un « double mouvement » d'expansion du marché et d'autoprotection de la société. Comprendre comment et pourquoi on persista dans cette voie suppose d'élucider le deuxième lieu commun qui fait de l'Angleterre le pays du libéralisme économique. Devant l'échec de la société de marché, il fallait construire une utopie suffisamment puissante pour entraîner l'ensemble de la société. Polanyi situe la naissance du credo libéral autour des années 1820. Symbolisé par l'émergence d'une nouvelle science de la société – l'économie politique – le libéralisme modifia profondément les mentalités en faisant du « mobile du gain » une justification acceptable des comportements quotidiens <sup>109</sup>. Prophétie autoréalisante, le libéralisme fut l'arme culturelle indispensable pour justifier une société de marché minée par ses contradictions internes.

Si ce récit général reste une bonne introduction à l'histoire économique britannique du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est moins par son exactitude historique que parce que le cadre problématique qui y est proposé continue de provoquer l'imagination historiographique. En premier lieu, le récit traditionnel de la révolution industrielle a été révisé afin de mieux tenir compte des chiffres qui ont estimé à la baisse le niveau de la croissance britannique et ont revu sa position par rapport aux autres nations européennes ou extra-européennes. Réévalué, le poids des contraintes écologiques a permis de mieux comprendre l'évolution des rapports coloniaux. Certains acteurs trop souvent négligés, comme les consommateurs ruraux aux revenus modestes, ont été remis au centre et l'on s'intéresse à l'évolution des rapports de pouvoir non pas seulement au sein de l'usine, mais également au sein de la famille. Le changement technique n'est plus considéré comme le simple résultat de la concurrence et de la recherche de productivité, mais comme le produit de nombreuses formes de négociation entre employeurs et employés marquées par l'émergence d'une nouvelle utopie technicienne. En second lieu, la nature du libéralisme économique a été repensée. L'émergence de l'économie de marché a été replacée dans un projet plus global de restauration de la confiance dans l'État et de responsabilisation des agents économiques individuels comme collectifs.

---

108. Polanyi, *La grande transformation*, ouv. cité, p. 59-285.

109. *Idem*, p. 54.



Il est certes possible de parler, après 1846, d'une séparation accrue de l'économie et de la politique, c'est-à-dire d'une dépolitisation du principe du libre-échange, de l'État minimal et de l'étalon-or, trois principes qui ne provoquent plus de division majeure dans la deuxième moitié du siècle. Mais ce consensus libéral s'est accompagné de conflits culturels d'autant plus ardents. Le libéralisme économique, issu d'une volonté de restaurer la confiance dans l'État, n'est pas un *credo* défini à l'avance, mais plutôt un conflit ouvert sur la nature et les frontières de la société civile.

La différence peut se résumer d'une formule. Alors que Karl Polanyi décrivait la situation des sociétés industrielles et libérales à l'aide du terme « désencastrement », les historiens évoquent aujourd'hui un « encastrement » (*embeddedness*) de l'économie <sup>110</sup>. Au lieu de lire l'histoire anglaise du XIX<sup>e</sup> siècle comme celle du projet (impossible) de désencastrement du marché, ils ont montré que les comportements économiques y étaient tout aussi encastres dans les institutions, les relations sociales, les règles juridiques et les normes morales que dans n'importe quelle autre économie <sup>111</sup>. Cette évolution n'a rien à voir avec une lecture complaisante ou irénique de la société victorienne. La nouvelle histoire économique laisse au contraire une grande place au conflit et permet de mieux prendre en compte la diversité des « dislocations » sociales ou environnementales et la manière dont celles-ci sont perçues par les contemporains. Elle se focalise moins sur la violence faite par en haut d'un groupe de doctrinaires voulant imposer son utopie libérale que sur l'exploitation, à tous les niveaux, des non qualifiés par les qualifiés, des femmes par les hommes, des enfants par les adultes, des non-Européens par les Européens, et des consommateurs par eux-mêmes.

*Julien Vincent est maître de conférences  
à l'Université de Franche-Comté*

---

110. Greta R. Krippner, "The Elusive Market: Embeddedness and the Paradigm of Economic Sociology", *Theory and Society*, XXX, 6 (2001), p. 775-810 et Ronan Le Velly, « Le problème du désencastrement », *Revue du MAUSS*, XXIX, 1 (2007), p. 241-256 montrent que la notion d'« encastrement » n'est pas nécessairement contradictoire avec la thèse du désencastrement de Polanyi.

111. Benjamin Barber, "All Economics are 'Embedded': The Career of a Concept and Beyond", *Sociological Research*, LXII, 2 (1995), p. 387-414.